

La nomination de l'honorable L. H. Lafontaine, comme juge en chef de la Province est unanimement vue ici comme l'une des meilleures qui aient été faites en cette Province ; et nous partageons bien cordialement cette opinion.

Nous voudrions pouvoir en dire autant de celle de l'honble. Mr, Caron, mais nous ne le pouvons pas. Ceci ne veut pas dire néanmoins que Mr. Caron est au-dessous de la charge qu'il a acceptée, bien au contraire, tous s'accordent à dire que le pas qu'il a fait en l'acceptant a été fait en descendant.

Séminaire des  
3 Rivières

001 186

20 octobre 1853

Archives de la Ville de Montréal

Courrier de St. Hyacinthe  
du 10 Juillet 1854  
à l'adresse du  
Barreau de Québec

SAINT-HYACINTHE.

général, tant par son programme qu'il fit paraître lorsqu'il brigua les suffrages des électeurs du comté que par ses promesses verbalement et solennellement faites aux mêmes électeurs dans l'assemblée générale de ces derniers relativement à la tenure seigneuriale, en le Bas-Canada, tenue en la dite paroisse, le 8 février dernier, et ce en sanctionnant la politique de délai du ministère actuel sur cette grave et importante question par son vote contre l'amendement de M. CAUCHON, ex-représentant du comté de Montmorency, tel qu'amendé par celui de M. SICOTTE, ex-représentant du comté de St. Hyacinthe, à l'adresse en réponse au discours de l'ouverture de la dernière session du parlement provincial.

Proposée par M. Louis Caya, fils, commissaire d'écoles, secondé par M. Henry Bibaud, cultivateur :

Résolu.—Que P. B. Dumoulin, écuyer, en conséquence de son vote signalé dans la précédente résolution, ayant sciemment sacrifié les intérêts les plus chers du Bas-Canada sur l'autel d'un ministère égaré, a pour toujours perdu la confiance des électeurs de cette paroisse qui s'engagent, à la présente assemblée, à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour le repousser et lui faire porter une défaite méritée à la prochaine élection générale de ce comté, si toutefois il a l'imprudence de solliciter de rechef leurs suffrages.

Proposé par M. Edouard Gaucher, cultivateur, secondé par M. Théodore Verville, cultivateur :

Résolu.—Que les électeurs de cette paroisse, dans la présente assemblée, s'engagent à ne supporter et à n'accorder leurs suffrages à la prochaine élection, qu'à un candidat dont le programme sera de mener à une solution sans délai l'abolition de la tenure seigneuriale et de répudier tout ministère qui voudra traîner en longueur cette question :—Que les mêmes électeurs, de plus s'engagent à ne supporter à la dite élection aucun étranger au comté, aucun seigneur, ni aucun stipendié du gouvernement.

Proposé par M. Louis Crétier, cultivateur, secondé par M. Charles Bel-

lerose, cultivateur :

Résolu.—Que les procédés de la présente assemblée soient publiés aussitôt de faire ce pourra dans le *Journal de Québec* et le *Courrier de St. Hyacinthe*.

Proposé par M. Olivier Grenier, cultivateur, secondé par M. Jos. Hot-

totte, cultivateur :

Résolu.—Que des remerciements soient votés à monsieur le président et à monsieur le secrétaire de la présente assemblée.

C. F. BERNIER, président.

O. H. COUTU, secrétaire.

On lit dans le *Canadien*:

La cour d'Appel a été ouverte samedi 1er juillet par l'honorable juge en chef LaFontaine, assisté des honorables juges Panet et Aylwin. Comme c'était la première fois que Son Honneur le juge en chef paraissait sur le banc, sa commission a été lue à l'ouverture de la cour.

Le barreau de Québec a présenté lundi à Son Honneur l'adresse qui se trouve reproduite dans le rapport ci-dessous des procédés du barreau touchant cette présentation.

Nous avons entendu des membres du barreau de cette ville remarquer avec éloge que le ton et la manière de procéder de l'honorable président des Appels, à son début dans la magistrature, répondent parfaitement à l'attente du barreau et à celle du public.

A une assemblée du barreau du

Bas-Canada, section du district de

Québec, convoquée par avis, pour prendre en considération la convenance de présenter une adresse à l'honorable Louis Hypolite Lafontaine, à l'occasion de sa première visite à ce district, en sa capacité judiciaire, depuis son élévation au banc, tenue la dite assemblée au palais de justice en cette cité, le 30 juin 1854 ;

L'honorable F. W. Primrose, conseil de la Reine, bâtonnier, au fauteuil, les résolutions suivantes furent unanimement adoptées.

Proposé par M. le solliciteur-général Ross, secondé par M. Gauthier, et

Résolu—Que dans l'opinion de cette assemblée, l'élévation de l'honorable Louis Hypolite LaFontaine ci-devant procureur-général du Bas-Canada, est une acquisition au personnel judiciaire qui tendra éminemment à assurer de plus en plus la stabilité et la jurisprudence du pays.

Proposé par M. Vannovous, secondé par M. Campbell :

Que le barreau de Québec saisisse l'occasion de la présence du juge en chef LaFontaine en cette ville, à l'approche de la session de la cour d'appel, pour lui présenter une adresse respectueuse lui exprimant leurs sentiments à cet égard.

Proposé par M. Pope, secondé par M. Futvoye :

Résolu—Que le bâtonnier de cette section avec tels autres membres du barreau qu'ils jugeront convenable de s'associer, forment un comité pour préparer la dite adresse ainsi que pour la présenter avec une copie de ces résolutions.

À l'honorable Louis Hypolite LaFontaine, Juge en Chef de la Cour du Banc de la Reine, pour le Bas-Canada.

Monsieur,

Le barreau du Bas-Canada, section du district de Québec, désire se prévaloir de votre présence en cette cité pour la prochaine session de la cour d'appel, afin de vous offrir leurs félicitations respectueuses sur votre nomination à l'office distingué que vous occupez maintenant, et pour vous demander de vouloir bien accepter copie de certaines résolutions par eux unanimement adoptées à une assemblée tenue à Québec le 30 juin dernier.

F. W. PRIMEROSE.

Bâtonnier.

Québec, 3 juillet 1854.

A laquelle adresse M. Lafontaine a fait la réponse suivante :

Je vous prie d'accepter mes sincères remerciements pour les félicitations honorables que par votre adresse et vos résolutions, vous avez bien voulu m'offrir (en termes trop flatteurs, permettez-moi de vous le dire) à l'occasion de ma nomination à la plus haute charge judiciaire du Bas-Canada. J'en suis d'autant plus reconnaissant et plus sensible, que, dans les circonstances, je m'estime particulièrement heureux de recevoir du barreau de Québec, le même témoignage d'estime et de confiance que j'ai dernièrement reçu du barreau de Montréal.

Soyez certain que c'est mon désir sincère, comme c'est aussi mon devoir, d'entretenir continuellement avec les membres du barreau ces rapports de bienveillance que je regarde comme

essentiels à la bonne administration de la justice et au maintien de l'harmonie qui doit régner entre le banc et le barreau et qui, lorsqu'ils sont réciproques, ne peuvent manquer de tenir puissamment à l'obtention de ce double résultat.

Vraie copie,

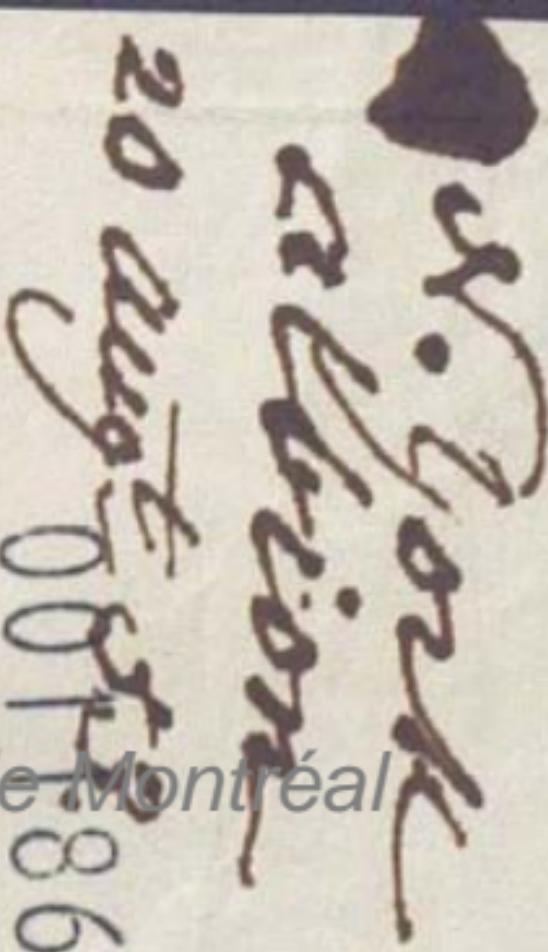
C. DE LAGRIVE,

Secrétaire.

Archives de la Ville de Montréal

The Hon. Mr. Lafontaine has been appointed Chief Justice of Lower Canada, as successor to the late Sir James Stuart. So strong are the testimonials to his uprightness, legal knowledge, and general qualifications for this high office, which we find scattered through the Canadian journals, that we may safely congratulate the Province, the Administration, and the new Chief Justice himself.

Mr. Robert Stephenson, *the engineer*, to which title the application of epithet would be altogether superfluous, is, we are glad to see, the object of great respect and much manly homage to his character and abilities. The citizens of Montreal are on the point of giving, or have ere this given him all the honour that may be reaped from a public banquet. The occasion is good, and the subject is worthy; *Archives de la Ville de Montréal* shall watch the accounts of the festival. It is a refreshing novelty to find practical genius, of such useful tendencies, thus selected for popular demonstrations of regard.



 LOWER CANADA JUDICIARY.—We find by an *Extra* of the *Canada Gazette*, that "His Excellency has been pleased to appoint the Hon. Louis Hyppolite Lafontaine to be Chief Justice of the Court of Queen's Bench for Lower Canada." This appointment will meet with general, we might say, universal approbation. The few snarlers who find fault with everything, can hardly be dignified with the common name of an exception. Mr. Lafontaine's talents have been long admitted, and his strict honor and integrity of character eminently fit him for his high position. Justice will be rightly administered, and the dignity of the Bench will be properly maintained. It is further rumoured that Mr. Justice Rolland is about to retire on a pension, and that the vacancy will be supplied by the elevation of Mr. Badgely one of the present representatives of the city of Montreal. Mr. Badgely is considered well qualified for the office, and being of any opposite class of politics, his appointment may be considered as a sort of balance of party influence on the Bench. We believe the gentlemen mentioned are above such low considerations; but some respect, perhaps, should be shown to popular prejudices, in order to preserve the purity of the Justiciary from the possibility of imputation or suspicion of party bias.

202026  
Sept 1853  
Archives de la Ville de Montréal

The office of Chief Justice has been offered to, and accepted by the Hon. Mons. Lafontaine. This appointment reflects high credit on the government which has conferred it, and will give universal satisfaction to all men who desire to see our laws honestly and wisely administered. We rejoice to see the Hon. Mons. Lafontaine to clear our judicial system from the foul stain cast upon it by the conduct of the Sheriff of Quebec.

vans are honested, and our present position there is to be maintained. Many officers have died.

The Empire of China is divided, and Nankin is independent of the Peh-fah dynasty ~~at present~~

Great anxiety was entertained for Canton, and a rising was daily expected there.

19 Sept 1853

## Archives de la Ville de Montréal

The American journals contains some additional information respecting the origin of the quarrel betwixt Mr. O'Donoghue and Mr. Trainor. On the 3rd inst., a banquet was given at the Faneuil Hall to Mr. Mea-

## The Chief Justiceship.

The Montreal *Pilot* states that there is every reason to believe that the offer of the vacant Chief Justiceship has been made to the Hon. L. H. Lafontaine. We trust that Mr. Lafontaine will accept the offer, as we are of the opinion that there is not a man in Lower Canada better able to fill this important office, than this gentleman. Mr. L. is one of the first Lawyers in that section of the Province, and in addition to his legal qualifications, is a high minded honourable man, and would be a credit to the Bench. We are not in a position to say whether he will accept the vacant office of Chief Justice,—if he does, we are confident that his appointment will prove highly satisfactory to the great body of the people in both sections of the Province, but especially the Lower, where there is no person enjoying so large a share of the confidence of his countrymen as the Hon. L. H. Lafontaine.

not p  
" Y  
to the  
" I  
business  
after  
house  
Mr.  
chant  
marri  
north  
plante  
to blo  
South  
wed  
perlat  
Engla  
ways  
were  
notion  
little t  
distur  
that

15 Hms. Muscovado,  
25 Bbls. London Crushed,  
10 Boxes Refined Loaf,  
5 Hds. Sugar House Yo'ast &c.

## ~~TOBACCO'S.~~

20 Boxes of Caveldish, Hovey, D.W.,  
Oroboro, Tom Coy, Anderson's Fine Cut,  
Smoking, Willard's Tip, Foil Sewing Co.,  
20000 Principle, Havana, Habana,  
lerade and Steamboat Cigars.

## ~~SUNDRIES.~~

Raisins, Currents, Figs, Starch, Blue  
Mussard in Boile and Jar, Brushes, Mar-  
garon, Salt, Camellia Soap, Paper, Twine,  
Pickles, Sauces, And Ivory Paste, do. Sauce,  
Scooch orange and Lemon Marmalade, do.  
by a North Shore Luggings, Rice, Barrie,  
Oatmeal, Brooms, Pails, Porter and Alekin  
Quaas & Pints, &c., &c., &c., &c., &c., &c., &c.,  
*At the Canadian T.E.A. Store, Front St.*  
JAMES BLACKLOCK.  
Belleville, June 7th. 1853.

---

PETER LOPEZ MILLER,

Grove Mills, Belleville,

être fécondée, va donner les fruits abondants qui dormaient dans ses entrailles. Et quant à ceux qui partent et qui vont chercher un autre soleil, comment les plaindre? ou plutôt ne pas les envier? Ils vont où les appelle l'avenir; ils vont se plonger et se renouveler dans ce Nouveau-Monde où l'on peut étendre les bras, où l'on peut respirer à pleins poumons; et qui leur crie de l'autre côté de l'Océan: *Ad nos, ad salutarem undam, venite, populi!*

JOHN LEMOINNE.

(*Journal des Débats.*)

### A NOS ABONNÉS.

Quand nous avons entrepris, il y a près de six mois, notre modeste publication, nous voulions que tout le monde pût s'y abonner. Pour cela, nous en avons réduit le prix autant que possible. Les encouragements ne nous ont pas manqué, et tous les jours nous voyons augmenter le nombre de nos souscripteurs. Mais la grande difficulté pour un propriétaire de journal, ce n'est pas de trouver des abonnés, mais de les amener à payer le prix de leur abonnement. Les personnes qui reçoivent un journal, devraient pourtant bien savoir que le papier qu'on leur envoie, il faut qu'il l'achètent, nous; qu'il faut aussi payer les ouvriers que nous employons; et que nous ne pouvons nous-mêmes travailler tout le jour et veiller encore la nuit, seulement pour le plaisir de travailler et de veiller.

Cinq chelins par semestre! pour chacun de nos abonnés cela est une bagatelle, et pour nous cela est beaucoup. Avec une aussi faible somme, nous pouvons non-seulement payer toutes nos dépenses, mais encore faire des améliorations à notre établissement, donner plus d'intérêt et un plus grand format à notre journal.

Que nos abonnés remplissent leurs engagements envers nous, et ils verront si nous savons les remplir envers eux.

Nous prions instamment ceux qui ne nous ont pas encore fait parvenir le prix du semestre qui sera échu le 24 de ce mois, de vouloir bien s'acquitter avant cette époque, s'ils veulent continuer à recevoir notre journal.

Quand à ceux de nos abonnés qui se sont conformés à nos conditions, c'est-à-dire qui nous ont payé d'avance, et malheureusement le nombre en est bien petit, nous les prions de vouloir bien renouveler leur abonnement avant la fin de ce semestre,

Tous nos lecteurs doivent s'apercevoir que nous sommes en dehors de tous les partis, indépendants même de tout homme politique; par conséquent il n'y a que l'argent de nos abonnés qui puisse nous soutenir. Les vrais amis de leur pays nous sauront gré de notre indépendance et de notre amour de la justice et de la vérité; ils liront toujours avec plaisir le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, mais qu'ils n'oublient pas que nous ne devons pas succomber parce que nous sommes justes; nous comptons sur la bonne volonté et les encouragements de tout bon Canadien.

St. Hyacinthe, 9 août 1853.

### LE COURRIER DE ST.-HYACINTHE.

Vendredi matin, 19 Aout 1853.

**LE NOUVEAU JUGE EN CHEF.**—Il n'y a qu'une voix parmi les gens de bien et les hommes éclairés de ce pays pour approuver la nomination de l'hon. M. LaFontaine à la place de juge en chef de la cour du banc de la Reine. C'est l'opinion unanime au Barreau, qu'on ne pouvait faire un meilleur choix. Comme citoyen, M. LaFontaine a possédé de tout temps l'estime de ses compatriotes, sans distinction de races, ni de partis. Comme avocat et jurisconsulte, par son savoir et ses fortes études, il s'est placé au premier rang dès son entrée dans la profession. Enfin, comme homme d'Etat et législateur, son mérite et ses travaux lui ont acquis des titres impérissables à la reconnaissance de son pays.

Nous avons raison d'applaudir à cette nomination. L'histoire dira avec quelle habileté, quel zèle ardent, quel noble désintéressement M. LaFontaine a servi la cause du pays pendant sa carrière politique. Quand après les malheureux événements de 1837, nos populations étaient encore sous le coup de la terreur et de l'arbitraire, quand l'inquiétude de l'avenir et l'apathie régnait dans les rangs du parti libéral, c'est M. LaFontaine qui a rallié autour de lui nos hommes politiques et les a conduits dans cette lutte pour les libertés constitutionnelles, qui nous a valu le régime actuel de la responsabilité au peuple par le pouvoir. On sait comment il a résisté plus tard aux complots de ce pouvoir devant prévaricateur sous lord Metcalfe. Il se retira du ministère plutôt que de laisser ses grands principes de gouvernement qu'il défendait, se pervertir et devenir une illusion. La conduite de M. LaFontaine à cette *Assemblée de la Ville de Montréal* critique, lors du premier fonctionnement

d'un nouveau système, sa fermeté et son indépendance sont dignes de tout éloge, et lui ont gagné même l'estime et l'admiration de ses adversaires. Depuis, le succès, le triomphe de ses principes sont pour lui de nouveaux titres à la considération publique.

Pour la cour d'appel du Bas-Canada, M. LaFontaine est une précieuse acquisition. Profondément versé dans la loi et la jurisprudence française, il sera toujours nous en sommes certains, un fidèle interprète de son esprit et de ses traditions. Il en fera l'application sans peur et sans reproche et ne craindra pas d'assurer le règne de ces lois, qui sont les lois du pays par les traités. Et ainsi, il rendra encore un grand service à ses compatriotes, qui ont déjà vu porter une main sacrilège sur ces lois et coutumes, qui sont notre héritage et auxquelles nous sommes d'autant plus attachés, qu'elles sont comme "loi civile," les meilleures lois et coutumes qui existent.

is the inevitable conclusion—some member of the present government has been guilty of it. We know not what could be more pitiful than this description of political warfare. It would be too trumpery for notice, but for the malicious spirit which prompts and pervades it. For its own sake as a journal of intelligence, the *Spectator* should curb the miserable animus which permits it thus to insult the common sense of its readers, and to libel the public men of the Province without reason or limitation.

Funnily enough, the *Spectator* appends to its ill-disguised libels the remark that the "private characters" of the Ministry are "respected." "They defraud the public treasury," the *Chronicle* avers; "they cheat the country when on official business," is the echo of the *Spectator*; and yet, forsooth, they are and ought to be "respected." Their delinquencies are political, not personal, in the judgment of their slanderers, and in no respect detract from their private worth. A very pretty specimen of Conservative morality!

---

## THE JUDICIAL VACANCIES.

---

Whenever a judicial vacancy occurs in the superior courts we may be sure that some one will make the discovery that the rule of succession to the office by the Attorney General is a bad one: corrupting, demoralizing and almost infamous. It happens that there are just now two judicial vacancies in Lower Canada; and as a matter of course the old discovery is made anew. In this instance, the *Quebec Gazette*, which may now be ranked among the opposition journals, sounds the alarm. Our cotemporary commences by a protest against the "impropriety of the executive Ministers of the Crown laying claim to "every judicial office which becomes vacant." This protest is followed up by an appeal to British practice in these words: "In England, where the system of government is "analogous to ours, we do not find an instance "in which a cabinet minister has placed him- "self." By a little confusion of terms we find here embodied in apparently truthful language a notorious historical untruth. The question concerns appointments to the judiciary; and nothing is easier than to show that the Canadian practice so much condemned by our cotemporary is borrowed from the English, on which so great an amount of admiration is lavished. What is the practice condemned by our ancient cotemporary? Neither more nor less than the appointment of the Attorneys General to judicial offices which become vacant by death or retirement. In this respect we have exactly copied the English practice; and thereby done something to make our government "analogous" to that of the Parent State. But, replies our objecting cotemporary, by this act, in England, no cabinet minister receives a permanent appointment. The reason is not vouchsafed; because if it were given the whole complaint would be at once refuted. The truth is that, in England, the Attorney General, although a member of the government, is not a cabinet minister; and although the Attorney General there falls heir, as a matter of course, to any superior judgeship that may become vacant no cabinet minister "places" himself. How candid and ingenuous of our cotemporary to confuse these nice and delicate distinctions! The rule, in England, is to appoint members of the government to judicial offices; and the rule in Canada is to appoint the functionaries who occupy the same relative position here as such member of the government do in England; and the sole difference in the two cases is that the Attorney General, in Canada, in addition to being a member of the government, is also a member of the cabinet. Would the *Gazette* make this difference a ground of disqualification in the Canadian functionary? If that were the intention, the distinction should have been made; but instead of this we have a dexterous confusion of names and offices calculated to create a very incorrect impression.

# Toronto Leader

## 5 August 1853

The Attorneys General are members of the Cabinet in this Province for reasons, the force of which is not felt in the different circumstances of England. In the small Canadian Cabinet, as compared with that of England, it is necessary to secure as much available talent as possible; and for this reason it has not been thought prudent to exclude the Attorneys General. But there is nothing in this circumstance that can be held to disqualify an Attorney General for the judicial office. It is useless to tell us that he is a partizan; for so is the Attorney General in England. The Attorney General of Lord Aberdeen's Cabinet is a politician of a different school from the functionary who held the same office under the Premiership of Lord Derby. Practically, then, there is no such difference between the two cases as to constitute a qualification in the English Attorney General for the bench, and a disqualification in the functionary who holds the like office in Canada. There is in fact no substantial difference at all.

The English rule of judicial appointments, to which our cotemporary appeals, is clear and invariable; and all that has been done in Canada is simply to copy it without any attempt at alteration or amendment. Our Quebec cotemporary is singularly inconsistent in appealing to British practice as a model to be followed in judicial appointments, and at the same time expressing a hope that the vacant judicial offices will not be filled by persons selected from the ministry. A judgeship that may happen to fall is, by invariable custom, both here and in England, the right of the Attorney General; but he has undoubtedly the option of refusing acceptance.

The *Gazette* lays down a rule under which other ministers than the law officers of the Crown would be eligible for judicial appointments: it is, "that the ermine be given to "men of ability and learning." In the case of the vacancy occasioned by the death of Judge Bacquet, it was pretty well understood that Mr. Attorney General Drummond waived his right to the succession, in favor, it might almost be said, of one of his colleagues, Mr. Caron. By this arrangement the members of the administration would not augment the number of judicial offices which are their natural due; and the only thing that could be said would be that the distribution of offices would undergo some alteration through the generosity of the first claimant.

It could hardly be accounted an extraordinary thing if the Chief Justiceship of the Queen's Bench, in Lower Canada, were placed at the refusal of Mr. Lafontaine; and although it is known that he declined to accept the ~~vacancy occasioned by the death of Judge~~ Bacquet, that cannot be held decisive of what his feeling would be in regard to the more brilliant prize of the Chief Justiceship. Mr. Lafontaine is not a member of the administration; but his standing at the bar and his late position as Attorney General must have been regarded as giving him claims which it would be impossible not to recognize; and his offer of a previous judgeship was a natural consequence.

As to the right of the Attorney General of the day to succeed to a judgeship that falls in his way, that is so clearly established by the universal practice of the British government, that no one except the writer in the *Quebec Gazette* would think of calling it in question. Whether that functionary will always do so, is of course a matter of choice. But the principle of succession which establishes the custom, is, by general practice of England and of this country, placed beyond dispute.

## APPOINTMENT OF MR. LAFONTAINE.

Mr. Lafontaine has been gazetted to the Chief Justiceship of the Queen's Bench of Lower Canada. The appointment is in every respect a good one. He is pre-eminently the best man in Lower Canada to fill its highest judicial office ; he possesses the most profound intellect which French Canada can produce, and is probably at this moment the ablest man in that Province. By his services in the Legislature and in the Cabinet, he has earned a right to the highest honours which are in the power of his countrymen to bestow upon him. It is said that there are some branches of legal learning in which he is held not to excel his co-peers at the bar, but to an intellect like his there is no difficulty in acquiring any branch of knowledge however extensive. A very young man when brought into public life, he assumed almost at once the functions of a political leader. Indeed, it may be said that he attained with too much ease to the highest influence and honour, so that he never exercised to the fullest extent his remarkable powers. A more extensive field and a higher object of aspiration, would have produced greater efforts, and greater results. Upon the bench, Mr. Lafontaine will reflect the highest honour. The dignity of his character, his strict integrity, his clearness of intellect and calmness of judgment will make him altogether invaluable as a judge. He is not as yet beyond the prime of life, and we trust that for many years he will continue an ornament to his station.

It is said that Mr. Caron will take the place on the Bench of the Superior Court, vacated by the death of Mr. Bacquet, that Mr. Justice Rolland, of the Queen's Bench in Montreal, will resign on a pension, and that Mr. Day of the Superior Court, will succeed him. Mr. Badgley M. P. for Montreal will, it is supposed, succeed Mr. Day. Three new appointments will thus be made by the Government, two from among their own friends, and one from their opponents.

*Notes de la Ville de Montreal*

BARRISTERS, &c., Cobourg.

W. H. WELLER,  
GEORGE M. CLARK.

Cobourg, 15th June, 1853.

1040-3m

H. W. PRICE.

BARRISTER, &c.,

MAIN STREET, DUNDAS.

May 21st, 1853.

1025-1f

A. B. MOORE, 1853

Successor to C. C. Bristol & Moore Liebetrut & Co.

IMPORTER and Wholesale and Retail Dealer in English, French and German Drugs, Chemicals, Lead and Zinc Paints, Dye-Stuffs, Oils, Glass, Putty, Varnish, Brushes, Trusses, &c. Manufactory and Depot of Hastings Syrup of Naptha, Bristol's Sarsaparilla and Balsam of Hoarhound. Agency of the Buffalo Printing Ink Company,

No. 225, MAIN STREET, . . . . . BUFFALO, N.Y.

Buffalo, 21st April, 1853.

1012-3y

DESIGNER & ENGRAVER ON WOOD  
F. E. WYMAN  
3 SHUTTER ST.  
TORONTO, G.W.

Toronto, July 5th, 1853.

1045-6m

## FLOURING and GRIST MILL FOR SALE.

THE Subscriber offers for Sale the GLEN ROUGE FLOURING MILLS, situated in the Village of Markham, one of the first agricultural townships in the Province. The Mills, which are new and in first-rate order, contain 3 Run of Burr Stones, 3 Bolts, and Double Cooler; the Shafts on all being iron.

ARCHIBALD BARKER.

Markham, 25th June, 1853.

1040-1f

## Four Dollars Reward.

STRAYED from the premises of the Subscriber about the beginning of May last,

A Cream Colored Mare Colt,

with black mane and tail; three years old. Whoever will return the said Colt to the subscriber, or to MR. RICHARD PLAYTER, Don Road, shall receive the above Reward.

C. SPARKHALL, Butcher,  
No. 15, St. Lawrence Hall.

Toronto, 18th June, 1853.

1027-1f

 THE HON. CHIEF JUSTICE LAFON-

TAIN.—We are happy to find that the appointment of the Hon. Mr. Lafontaine to the Chief Justiceship of Lower Canada, has been every where received with the most decided expressions of public approbation. Since his appointment, he has been favoured with leave of absence for nine months before entering on the discharge of his judicial functions.

*Toronto Mirror*  
des de la Ville de Montréal  
26 augt 1853

**LE JUGE EN CHEF.**—Comme le disait récemment le *Sun* de Montréal, la place de Juge en chef de la province devait être offerte au *meilleur homme*, c'est-à-dire à l'homme le mieux qualifié pour en remplir les devoirs. La rumeur dit aujourd'hui que cette offre a été faite, par le gouvernement, à celui qui est le "meilleur homme," dans l'opinion du *Sun* et dans l'opinion publique, l'hon. M. LaFontaine, et qu'il est probable que ce monsieur l'acceptera. Mais l'ordination n'aura été plus populaire. Le *Pilot* d'hier dit que l'hon. M. LaFontaine est descendu à Québec, mercredi.

par M. le prince Menschikoff, quand l'objet principal de sa mission était atteint, quand on annonçait déjà son retour, ne se rattachaient donc pas avec lieu à celles qui avaient fait accueillir par la Porte, et c'était bien une nouvelle question, une difficulté plus grave qui surgissait à Constantinople, alors que l'Europe, un instant alarmée, était invitée par la Russie elle-même à se rassurer complètement.

*Aout 1853*

"Pris en quelque sorte, au dépouillement par des exigences qu'ils n'avaient pas dû soupçonner des représentants de la France, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne et de la Prusse à Constantinople ont loyalement employé leurs efforts pour empêcher une rupture dont les conséquences pourraient être

# JUDICIAL APPOINTMENTS IN LOWER CANADA.

00118

Hon. L. H. Lafontaine's acceptance of the Chief Justiceship of the Court of Queen's Bench, Lower Canada, vacant by the death of the Hon Sir Jas. Stuart, has been officially announced. The appointment is commended by the Press of all parties in Lower Canada. Indeed Mr. Lafontaine's standing at the bar renders any objection on professional grounds out of the question ; and this is doubtless the main secret of the general acquiescence in his appointment. Besides one of the principal circumstances which is often made a ground of objection to judicial appointments is wanting in his case. He does not step immediately out of the Cabinet upon the Bench. Mr. Lafontaine, in 1851, wearied of the thankless toils of political life, voluntarily retired, relinquishing a power which few men, in this country, had ever before been in a position to exercise. After being at the head of the government for four years, he elected to go back to private life and resume the practice of his profession ; and this too at a time when he held his position in the government so firmly that no other man would have been strong enough to displace him. It is but seldom that men can bring themselves to make such sacrifices of position, power and whatever suffices to satisfy a high but reasonable ambition. But this was done in Mr. Lafontain's case.

lkedness of the landscape.

Isidore, with its large towerless church, soon appeared in sight, and after a very inconsiderable period of time the Chaudiere, a very beautiful sheet of water, a river equal in breadth, and of far greater length than the celebrated, dirty Thames, the Quiver of America, presented itself. The landscape was now changed for the better. The country had become undulating, the roadsides were embellished with shrubbery and trees, the soil was stony, the roads good, and indeed it seemed as if by enchantment we had been transferred to England. We soon reached the magnificent avenue leading to St. Marie LaBeause. Every step brought up more beautiful landscape. Every turn of the road was like a turn of the kaleidoscope. St. Marie is an extensive and finely situated village, with a fine church at one end and a large ceremonial chapel at the other, and boasts of a comfortable inn, kept by Madame Blouin, which lies along the Chaudiere, being connected with the western shore by a stone bridge. The Chaudiere is a fine river, fast. It could, at the most trifling expense, be rendered navigable for flat bottomed steamers for about fifty or sixty miles.—

It is now time to proceed with our narrative. Madame Blouin's house was reached at half past 9 o'clock, and supper having obtained for both man and beast, both went to sleep. Up at five, breakfasting at half-past that hour, six o'clock saw the prospecting party on their way south, we should have supposed north, for the country had become so very hilly, not mountainous, that we fancied ourselves in Scotland wandering by the banks of the Dee. It was a magnificent glen, rendered more so by a thunder storm which seemed to bring up the sky, colouring the river to the blueness or blackness of ink. How it lightened and thundered. Some it seemed as if the heavens would fall upon us; but no, the storm took a sudden turn and left us dry. St. Joseph came next in view,—

write from memory, and may be wrong—at all events we reached Galways' Inn, where a number

*Rives de la Ville de Montreal*

## **Chief Justiceship of Lower Canada.**

His Excellency has been pleased to appoint the Hon. L. H. Lafontaine to the vacant office of Chief Justice of the Court of Queen's Bench for Lower Canada. According to the *Leader*, this could only be done by violating British practice, but that is all moonshino. The *Leader* merely raised that cry in anticipation of Mr. Drummond's appointment, so that he might be the better able to defend it if made; but the public will rejoice that in this case his defence will not be needed. The appointment of Mr. Lafontaine (than whom there is not a more profound lawyer in Canada) will give, we have no doubt, universal satisfaction.

001196

*Archives de la Ville de Montréal*

*Deuxième Mandat  
19. 1<sup>er</sup> Septembre 1853.*

articles de Lourneau sur ma nomination  
à la charge de Seigneur en chef.

The Honble

L. H. Lafontaine

001186

Archives de la Ville de Montréal